

THÉMIS DROIT PUBLIC

SOUS LA DIRECTION DE M. DUVERGER ET D. TRUCHET

GEORGES VEDEL

*Doyen honoraire de la Faculté de Droit
et des Sciences économiques de Paris*

PIERRE DELVOLVÉ

*Professeur à l'Université Panthéon-Assas
Paris II*

Droit administratif

1



PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

REPUBLICA DE COLOMBIA
 BIBLIOTECA ENRIQUE LOW MURTRA
 PALACIO DE JUSTICIA

N° INVENTARIO: _____
 COMPRA _____ CANJE _____ DONACION _____
 FECHA: **05 ENE 2004**
 PRECIO: _____
 PROCEDENCIA: **CORTE CONSTITUCIONAL**
 PAIS: _____

NUMERO
 CLASIFICACION

Sommaire

BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE 13

PREMIÈRE PARTIE

ADMINISTRATION ET DROIT ADMINISTRATIF

CHAPITRE PREMIER. — Les bases constitutionnelles du droit administratif.. 25

1 / *La conception constitutionnelle traditionnelle : l'Administration, action du pouvoir exécutif par des procédés de puissance publique* 26

- 1. Le fondement traditionnel de l'administration : la notion de pouvoir exécutif 26
- 2. L'Administration et l'exercice de la puissance publique..... 35
- 3. Etat de la question avant la Constitution de 1958 37

2 / *Le droit administratif et la Constitution de 1958*..... 38

- 1. La définition de la fonction gouvernementale 39
- 2. Le bicéphalisme administratif : secteur présidentiel et secteur gouvernemental 40
- 3. Loi et règlement..... 48
- 4. L'impact du contrôle de constitutionnalité sur le droit administratif 60
- 5. La réunification du droit public français 65

3 / *Le droit administratif, droit des activités du Gouvernement étrangères aux relations internationales et aux rapports des pouvoirs publics, opérées sous un régime de puissance publique* 70

- 1. Tradition et nouveauté 70
- 2. Résumé 76

CHAPITRE II. — Le droit administratif	77
1 / <i>Fondement et nature du droit administratif</i>	77
1. Signification du droit administratif	77
2. Les raisons de l'existence en France d'un droit administratif ..	86
2 / <i>Caractères généraux du droit administratif</i>	88
1. Le droit administratif est un droit essentiellement fait par le juge	88
2. Importance du contentieux administratif	91
3. Le droit administratif, droit évolué et droit primitif	92

DEUXIÈME PARTIE

LE RÉGIME ADMINISTRATIF

CHAPITRE PREMIER. — Le principe de la séparation des autorités administratives et judiciaires. La compétence du juge administratif	97
1 / <i>Histoire du principe</i>	98
1. Les origines du principe	98
2. Les textes fondamentaux	101
3. Les interprétations successives du principe	102
2 / <i>La crise du critère de compétence</i>	115
1. Les causes de la crise	116
2. Le problème du critère de compétence devant la doctrine et la jurisprudence	121
3. La constitutionnalisation partielle du principe de séparation des autorités administratives et judiciaires	128
4. Le problème du critère de compétence d'une Constitution à l'autre	132
3 / <i>L'application du critère de compétence tiré de la notion d'administration</i>	134
1. Nécessité d'un litige mettant en cause l'Etat ou une autre personne publique française	134
2. Exclusion de la compétence du juge administratif des litiges se rapportant à des activités judiciaires ou législatives	148
3. Exclusion des activités « mixtes »	157
4. Exclusion du contentieux administratif des actes et opérations de gestion privée ne comportant pas la soumission à un régime de puissance publique	169
4 / <i>Textes législatifs spéciaux dérogeant au critère général de compétence</i> ..	187

5 / <i>L'appréciation de la légalité et l'interprétation des actes administratifs par les tribunaux judiciaires</i>	193
1. Position du problème	193
2. L'appréciation de la légalité et l'interprétation des actes administratifs devant les tribunaux judiciaires non répressifs. L'arrêt Septfonds	197
3. L'appréciation de la légalité et l'interprétation des actes administratifs devant les tribunaux judiciaires répressifs	199
6 / <i>Le règlement des conflits de compétence nés de la règle de séparation des autorités administratives et judiciaires : le Tribunal des Conflits</i>	204
1. Evolution historique	204
2. Le Tribunal des Conflits	205
3. Les attributions du Tribunal des Conflits.....	207
4. Le rôle du Tribunal des Conflits	222
5. Procédure civile et compétence administrative	225
7 / <i>Champ d'application et autonomie du droit administratif</i>	227
1. Champ d'application du droit administratif	227
2. L'autonomie du droit administratif	230
CHAPITRE II. — Les actes administratifs	232
1 / <i>Les actes administratifs unilatéraux</i>	233
Sous-section 1 / <i>Distinction des actes administratifs unilatéraux, des décisions exécutoires et des autres actes unilatéraux de l'Administration</i>	234
1. Les actes administratifs unilatéraux sont des actes juridiques de l'autorité administrative qui font grief	235
2. Les décisions exécutoires sont une variété d'actes administratifs unilatéraux	243
3. Les actes de l'Administration ne sont pas tous des actes administratifs unilatéraux	248
4. Définitions	265
Sous-section 2 / <i>Les divers actes administratifs unilatéraux</i>	265
1. Classification selon le point de vue formel	265
2. Classification selon le point de vue matériel	269
3. La combinaison des points de vue formel et matériel.....	273
Sous-section 3 / <i>Le régime juridique des actes administratifs unilatéraux</i>	276
1. L'élaboration des actes administratifs unilatéraux	276
2. La publicité des actes administratifs unilatéraux.....	296
3. Les effets dans le temps des actes administratifs unilatéraux ...	303

4. La force juridique des décisions exécutoires : l'autorité de chose décidée	320
5. Le problème de l'exécution forcée	322
Sous-section 4 / Le pouvoir réglementaire	326
1. Le pouvoir réglementaire gouvernemental	327
2. Le pouvoir réglementaire des autres autorités administratives ..	352
3. Les aménagements du pouvoir réglementaire	364
2 / <i>Les contrats administratifs</i>	369
Sous-section 1 / La distinction des contrats administratifs et des contrats de droit commun de l'Administration	371
1. Les deux types de contrats de l'Administration	371
2. Les critères organiques des contrats administratifs	375
3. Les critères matériels des contrats administratifs	383
4. Les divers contrats administratifs	394
Sous-section 2 / Le régime juridique des contrats administratifs	397
1. La formation des contrats administratifs	398
2. L'exécution des contrats administratifs	410
3. La fin des contrats administratifs	428
Sous-section 3 / Le contentieux des contrats administratifs	430
1. Le juge du contrat	430
2. Les caractéristiques du contentieux contractuel	432
3. Les autres contentieux relatifs aux contrats administratifs	438
Sous-section 4 / Les quasi-contrats	442
CHAPITRE III. — Le principe de légalité	444
1 / <i>La notion de légalité</i>	444
2 / <i>Les règles dont le respect s'impose à l'Administration en vertu du principe de légalité</i>	446
1. La Constitution	446
2. Les traités	454
3. La loi	462
4. Les principes généraux du droit	466
5. Le droit jurisprudentiel	485
6. Les décisions de justice	489
7. Les actes administratifs unilatéraux	496
8. Les contrats de l'Administration	500

3 / <i>Les inflexions du principe de légalité : théorie des circonstances exceptionnelles et théorie des actes de gouvernement</i>	502
1. Théorie des circonstances exceptionnelles ou des pouvoirs de crise	502
2. Les actes de gouvernement	509
4 / <i>Le but d'intérêt public, élément de la légalité administrative</i>	516
1. La notion d'intérêt public	516
2. Intérêt public et légalité	520
5 / <i>La légalité et le juge</i>	521
1. Les modalités du contrôle juridictionnel	521
2. L'étendue du contrôle juridictionnel	526
6 / <i>Vue d'ensemble sur la légalité administrative</i>	536
CHAPITRE IV. — La responsabilité des personnes publiques et de leurs agents	538
1 / <i>Notions générales</i>	538
1. Identification de la responsabilité des personnes publiques et de leurs agents	538
2. Responsabilité publique et intervention législative	544
3. L'autonomie de la responsabilité publique	548
2 / <i>Délimitation et combinaison de la responsabilité personnelle des agents et de la responsabilité de l'Administration</i>	551
1. Evolution historique	553
2. Les solutions actuelles.....	560
3 / <i>La responsabilité des personnes publiques du fait d'activités administratives</i>	576
1. Elargissement progressif de la responsabilité administrative	577
2. Le fondement de la responsabilité	580
3. Imputabilité et causalité	609
4. La réparation du préjudice	620
4 / <i>La responsabilité de l'Etat du fait d'activités autres qu'administratives</i>	635
1. La responsabilité du fait des lois.....	637
2. La responsabilité du fait des traités et accords internationaux .	646
3. La responsabilité du fait des activités juridictionnelles	649

5 / <i>Les régimes spéciaux de responsabilité résultant de textes particuliers</i>	663
Sous-section 1 / <i>Les régimes spéciaux de responsabilité administrative relevant du juge administratif</i>	665
1. <i>Le régime de responsabilité du fait des travaux et ouvrages publics</i>	666
2. <i>Le régime de responsabilité du fait des attroupements</i>	674
3. <i>Autres régimes spéciaux de responsabilité relevant du juge administratif</i>	681
Sous-section 2 / <i>Les régimes spéciaux de responsabilité administrative relevant du juge judiciaire</i>	682
1. <i>Le régime spécial de responsabilité du fait du service judiciaire</i>	683
2. <i>Les régimes spéciaux de responsabilité du fait de certains actes de violence</i>	690
3. <i>Le régime spécial de responsabilité en raison des dommages causés aux élèves ou par les élèves des écoles publiques</i>	694
4. <i>L'indemnisation des victimes du SIDA par suite de transfusion sanguine</i>	697
Sous-section 3 / <i>La responsabilité de l'Administration relevant du droit privé et de la compétence judiciaire en vertu de textes spéciaux. Le cas des accidents de véhicules</i>	698